ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 2134

Texte de la question

AVENIR DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

M. le président. La parole est à M. Germinal Peiro, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Germinal Peiro. Monsieur le Premier ministre, depuis 2008, les agriculteurs ont perdu en moyenne plus de 50 % de leurs revenus. *(" Eh oui ! " sur plusieurs bancs du groupe SRC.)* Au-delà des chiffres, dans certains secteurs comme la production laitière, les perspectives sont catastrophiques. Marion Guillou, directrice de l'INRA, a récemment averti qu'avec la fin des quotas, seules 40 000 à 50 000 exploitations survivront. C'est l'annonce de la disparition, en France, d'une exploitation laitière sur deux.

M. Patrick Roy. Hélas !

M. Germinal Peiro. Le marasme est tel que 13 % des agriculteurs envisagent d'arrêter leur activité dans les douze mois à venir. Plus de 50 000 exploitations peuvent disparaître, et avec elles 200 000 emplois.

Hier, le président Sarkozy a montré son incompréhension du sujet. Il n'a proposé aux céréaliers que de se diversifier en cultivant des arbres fruitiers. Même *Le Figaro* parle de professionnels médusés par tant de légèreté. En vérité, le Président de la République n'a rien dit, car il n'a strictement rien à dire. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.)*

Le plan d'urgence que vous avez vanté hier n'est qu'un nouveau plan d'endettement pour des agriculteurs déjà surendettés. La future loi de modernisation agricole est le signe de votre volonté politique : libéralisation et dérégulation. Vous laissez la régulation aux acteurs privés et désengagez l'État. À aucun moment vous ne défendez l'harmonisation sociale et fiscale européenne pour résoudre les problèmes de distorsion de concurrence ; à aucun moment vous ne défendez l'obligation de relocaliser les productions agricoles ; à aucun moment vous ne défendez le développement des agricultures de terroir qui font la richesse et la renommée de la France.

Monsieur le Premier ministre, ma question est simple. Pourquoi le Président de la République n'a-t-il rien à dire aux agriculteurs au sujet de leur avenir ? Pourquoi laisse-t-il l'agriculture française dans un tel état d'abandon ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.* Je crains, monsieur Peiro, que l'esprit partisan ne l'ait emporté sur votre profonde connaissance des dossiers agricoles, et tout simplement sur la vérité. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UMP et NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* La vérité est que le Président de la République et le Premier ministre ont débloqué 1,8 milliard d'euros pour réinjecter de la trésorerie dans les fermes françaises, dont 650 millions de soutien budgétaire direct *(" Des prêts ! " sur plusieurs bancs du groupe SRC) ;* la vérité est que nous avons mis sur la table un projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche, qui porte remède à votre gestion de plusieurs années, au cours desquelles vous n'avez pas été capables de moderniser l'agriculture française. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Quelle alternative le parti socialiste a-t-il à proposer au contrat agricole, au renforcement de l'observatoire des prix et des marges, au renforcement des dispositifs assurantiels ? *(" Rien ! Zéro ! " sur les bancs du groupe UMP. - " Huit ans que vous êtes au pouvoir ! " sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation.* Que propose le parti socialiste pour éviter la perte, dans notre pays, de 200 hectares de terres agricoles par jour ? Rien. *(Mêmes mouvements.)* Le parti socialiste vit dans l'idée, dépassée, d'une agriculture nationale ; ce n'est pas notre conception de l'agriculture française. La vérité, monsieur Peiro, est que, en 1999, le gouvernement de Lionel Jospin a demandé le maintien des quotas à Bruxelles et qu'il a été battu *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP)* ; la vérité est que, en 2009, nous avons demandé la régulation européenne des marchés agricoles, et que nous avons gagné, puisque le commissaire européen Dacian Ciolos proposera un projet de loi de loi européen sur ce sujet. Bref, là où vous avez perdu, nous avons gagné *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP et du groupe NC. - Protestations sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR)* ; là où vous avez défendu une organisation agricole dépassée, nous défendons une agriculture moderne. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP, dont plusieurs députés se lèvent. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

Données clés

Auteur : M. Germinal Peiro
Circonscription : Dordogne (4e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2134
Rubrique : Agriculture
Ministère interrogé : Alimentation, agriculture et pêche
Ministère attributaire : Alimentation, agriculture et pêche

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 8 avril 2010
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 avril 2010